

La République en quête de citoyens

Les républicains français
face au bonapartisme rural
(1848-1880)

Chloé Gaboriaux



La République en quête de citoyens

Domaine **Fait** politique

Dirigé par Pascal Perrineau et Janine Mossuz-Lavau

Favoritisme et corruption à la française

Petits arrangements avec la probité

Pierre Lascoumes (dir.)

Collection Académique

2010 / ISBN 978-2-7246-1177-9

Les Mondes agricoles en politique

Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle
et Jacques Rémy (dir.)

Collection Académique

2010 / ISBN 978-2-7246-1164-9

Archéologie de la représentation politique

Structure et fondement d'une crise

Didier Mineur

Collection Académique

2010 / ISBN 978-2-7246-1160-1

Le Sexe de la mondialisation

Genre, classe, race et nouvelle division du travail

Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari,
Nicky Le Feuvre et Fatou Sow (dir.)

Collection Académique

2010 / ISBN 978-2-7246-1145-8

Intelligences de la France

Onze essais sur la politique et la culture

Philippe Urfalino et Martha Zuber (dir.)

Collection Académique

2010 / ISBN 978-2-7246-1146-5

Les Pieds-noirs et la politique

Quarante ans après le retour

Emmanuelle Comtat

Collection Académique

2009 / ISBN 978-2-7246-1138-0

La République en quête de citoyens

Les républicains français
face au bonapartisme rural (1848-1880)

Chloé Gaboriaux

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po),
*La République en quête de citoyens : les républicains français face au bonapartisme rural
(1848-1880)* / Chloé Gaboriaux. – Paris : Presses de Sciences Po, 2010.
ISBN 978-2-7246-1179-3

RAMEAU :

- Republicanisme : France : 19^e siècle
- Bonapartisme : France : 19^e siècle
- Paysannerie : Activité politique : France : 19^e siècle
- Sociologie électorale : France : 19^e siècle
- Socialisation politique : France : 19^e siècle
- Suffrage universel : France : 19^e siècle

DEWEY :

- 944.07 : France - II^e République et Second Empire
- 320.944 : Politique en France

Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2010, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
<i>Sudhir Hazareesingh</i>	
REMERCIEMENTS	11
INTRODUCTION	13
Les républicains face au monde rural	14
Le travail de l'idéologie	18
Les mots et les choses	22
Représenter les paysans	26
PROLOGUE	
HISTOIRE D'UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ	29
Du problème paysan à la question républicaine	30
Les tâtonnements de la République	39

I - LE PAYSAN, DU MODÈLE À L'ANTI-MODÈLE

<i>Chapitre 1 / UN MODÈLE PAYSAN</i>	53
Du mythe national au modèle républicain	54
1848 : l'avènement d'une démocratie paysanne	61
<i>Chapitre 2 / L'ÉPREUVE DU VOTE RURAL</i>	77
Le poids des rapports de force	
au début de la Seconde République	78
Intérêts et représentation : la reconfiguration du débat	93
<i>Chapitre 3 / L'ANTI-CITOYEN</i>	131
Le paradoxe du discours républicain sur les campagnes	
(1852-1870)	132
Du défi réactionnaire au défi bonapartiste	146

II - PAYSANS ET CITOYENS

<i>Chapitre 4 / LA POLITISATION IMPOSSIBLE</i>	187
L'aporie communale	188
L'abandon de la solution cantonale	201
<i>Chapitre 5 / L'INCORPORATION DES PAYSANS</i>	235
L'inquiétante séparation paysanne	236
L'incorporation politique des ruraux	257
<i>Chapitre 6 / LA « RÉPUBLIQUE DES PAYSANS » DE JULES FERRY</i>	293
La République à la conquête des paysans	294
Une révolution de pensée : l'avènement d'une citoyenneté rurale	303
ÉPILOGUE	
HISTOIRE D'UNE RENCONTRE	325
La rhétorique opportuniste entre raison et passion	326
Le retour au mythe quarante-huitard ?	332
CONCLUSION	341
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	347
INDEX	363

Préface

Sudhir Hazareesingh

C'est un immense plaisir de saluer la publication de *La République en quête de citoyens*. L'ouvrage de Chloé Gaboriaux est issu d'une brillante thèse de doctorat à Sciences Po, unanimement saluée par le jury et couronnée d'une mention Très honorable avec félicitations. L'écriture est excellente : il y a dans ce livre une grande limpidité, mais aussi beaucoup d'intelligence, de rigueur et de subtilité ; il y a surtout une finesse et une maturité d'expression qu'on ne rencontre qu'exceptionnellement dans un premier ouvrage. Le livre est harmonieusement structuré, avec un souci d'équilibre et une maîtrise des lignes directrices qui rappelle le style des grands pamphlets du XIX^e siècle. Ce cartésianisme est d'autant plus méritoire que Chloé Gaboriaux a dû se confronter à des écrits multiples et passablement bigarrés : des livres, des articles de journaux, des pamphlets, des discours, des interventions parlementaires. Derrière la limpidité de son propos se cache donc un magistral brassage des sources, suivi d'un travail exemplaire de recombinaison intellectuelle.

Chloé Gaboriaux mérite également d'être louée pour son audace et son ambition intellectuelle. Il faut en effet un certain courage pour prendre comme sujet les deux figures de malédiction suprême de l'historiographie du XIX^e siècle que sont le paysan et le Second Empire ; du courage aussi, pour s'attaquer aux origines idéologiques de la tradition républicaine française, et de lever ainsi le voile sur les ambiguïtés et les contradictions qui sont toujours au cœur de l'idée de citoyenneté dans ce pays ; du courage enfin, et peut-être surtout, pour vouloir sortir du carcan analytique franco-français, et prendre appui sur des éléments tirés de l'historiographie anglo-saxonne. Le résultat est un livre vraiment original, qui bouscule plusieurs idées reçues et donne à réfléchir.

Au cœur de l'ouvrage est une inversion stimulante de la problématique qu'on retrouve habituellement dans l'historiographie dix-neuviémiste. Au lieu de demander comment et pourquoi les paysans sont venus à la République, Chloé Gaboriaux part de l'hypothèse que ce seraient les républicains qui seraient venus aux paysans. Cette

inversion de la téléologie traditionnelle l'amène à analyser les textes d'intervention politique des républicains sur la question paysanne entre 1848 et la fin des années 1880, démontrant ainsi la révolution qui s'opère dans la pensée républicaine du mythe quarante-huitard du brave campagnard jusqu'à la « République des paysans » de Jules Ferry. Révolution d'abord dans le sens littéral, c'est-à-dire un retour cyclique à un point de départ. Mais aussi révolution dans le sens transformatif, c'est-à-dire un changement en profondeur de la perspective républicaine, notamment grâce aux apports et aux emprunts de l'ère du Second Empire. En cours de route, l'apport scientifique de la recherche est considérable – et pour ouvrir l'appétit du lecteur, soulignons en particulier cinq éléments :

D'abord, et c'est le fondement de la démonstration de Chloé Gaboriaux, il y a l'adoption d'une approche méthodologique pluraliste, qui repose sur deux postulats également critiques : que l'histoire politique ne peut faire l'économie d'une histoire des idées ; mais aussi que cette histoire des idées doit se nourrir à la fois de la pratique politique et du mythe et de l'imaginaire politiques. Pour le dire autrement, ce qui nous est proposé ici est une approche riche, contextualisée et dynamique de la doctrine politique républicaine et de son évolution entre 1848 et 1880 – tout le contraire de ce qui se fait encore trop souvent dans le champ de l'histoire des idées, où l'analyse repose exclusivement sur une poignée de textes « canoniques ». On sent ici l'influence bienveillante de Lucien Jaume, qui a dirigé la thèse de Chloé Gaboriaux, mais aussi de Quentin Skinner et de l'école de Cambridge.

Grâce à cette approche, l'ouvrage fait notamment ressortir le caractère presque insaisissable de la figure du paysan dans le discours politique du XIX^e siècle : le campagnard est souvent idéologisé, presque toujours réifié, et parfois diabolisé – en tout cas, rarement considéré comme un sujet possédant des qualités autonomes. Jules Ferry, entre autres, stigmatisa ainsi la « brutalité » de l'homme rural, avant de se rattraper plus tard. Cet écart entre le discours républicain et la réalité sociologique (le « peuple empirique », comme le dit joliment l'auteure) fut parfois le produit de la conjoncture – et il est vrai que le vote paysan est déroutant dans sa fluidité, notamment entre avril 1848, décembre 1848, et mai 1849. Mais Chloé Gaboriaux laisse aussi entendre qu'il y aurait là une manifestation d'une aporie structurelle de l'universalisme républicain. Voilà une pensée féconde (et pas seulement pour le cas français – en lisant son travail, la fameuse citation de Brecht nous vient à l'esprit : « puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut

dissoudre le peuple»). Ce serait d'ailleurs intéressant de poursuivre la réflexion en comparant les différentes figures de l'exclusion républicaine à travers le temps, du noble et de l'émigré de la période révolutionnaire en passant par la femme, le jésuite, les bretons et les colonisés (et peut-être l'islam et les exclus des banlieues aujourd'hui), pour chercher à établir s'il y aurait dans cet ensemble de l'Altérisme une singularité paysanne.

Ensuite, notons l'accent qui est mis sur la question de la décentralisation – sujet qui nous tient particulièrement à cœur. Le débat sur les libertés locales des années 1860 et 1870 est tout à fait fondamental pour comprendre l'émergence de l'idée de la citoyenneté en France, et la contribution particulière de Chloé Gaboriaux est de démontrer ici que les idées politiques ne sont pas linéaires : il n'y a pas nécessairement que des « avancées », mais des répétitions, des retours en arrière, des contradictions, voire même des impasses. Charles Dupont-White, républicain inclassable, l'a exprimé de manière succincte : la décentralisation était pour lui tout à la fois nécessaire, insuffisante, et impossible. Nécessaire, parce qu'elle répondait à une attente politique de la majorité des Français ; insuffisante, pourtant, parce qu'elle ne pouvait en elle-même produire du politique à l'échelle locale ; impossible, enfin, parce que si elle en produisait, elle conduirait (selon lui) inexorablement au démembrement de la France.

L'ouvrage jette aussi – et voilà qui intéressera au premier chef les historiens du phénomène bonapartiste – un regard novateur sur le Second Empire. Chloé Gaboriaux démontre très bien comment, dans ses rapports avec la paysannerie, le régime de Napoléon III avait su esquisser une synthèse originale, qui se distinguait à la fois du conservatisme traditionnel et de l'égalitarisme républicain (on pourrait ajouter aussi que cette synthèse louis-napoléonienne innovait par rapport au bonapartisme du Premier Empire, beaucoup plus conservateur et notabiliaire). Le bonapartisme de Napoléon III s'inspirait de l'idée que les paysans formaient le socle de la société française, mais que ces campagnards n'étaient prisonniers ni de la noblesse ni du clergé, mais au contraire des citoyens capables de libre-arbitre, satisfaits de leur sort, et tournés vers le progrès et la modernité. L'ouvrage prend ainsi au sérieux une notion qui rebute même beaucoup d'historiens du Second Empire : c'est-à-dire qu'il y avait bel et bien une doctrine bonapartiste, et que celle-ci peut être reconstruite analytiquement – et cela en dépit des déclarations de Napoléon III, qui avait voulu donner le change en affirmant qu'il n'était pas « de la famille des idéologues ». C'est la première fois que la pensée bonapartiste sur la paysannerie est articulée de

manière aussi précise et limpide, et c'est l'un des apports scientifiques majeurs de l'ouvrage de Chloé Gaboriaux.

Enfin, tout l'intérêt de la démonstration de ce livre est d'apporter la preuve que la pensée politique républicaine ne peut pas être comprise *sui generis*. Au contraire, cette pensée était mobile et fluide, et elle se confrontait et s'adaptait en permanence à celle de ses concurrents et adversaires – notamment, après 1851, à la pensée bonapartiste. L'ouvrage est une belle illustration du caractère foncièrement dialectique des rapports intellectuels entre républicains et bonapartistes. Il y a un moment édifiant vers la fin de l'ouvrage où, après avoir illustré la recomposition de la figure paysanne accomplie par Gambetta et Ferry après 1870, Chloé Gaboriaux souligne qu'en fait les opportunistes ne faisaient que reprendre les grandes lignes de la conception bonapartiste d'une paysannerie individualiste et apolitique, défendant résolument ses intérêts face à tout empiètement externe. Cette démonstration est aussi magistrale que concluante, et ce n'est pas l'un des moindres mérites de *La République en quête de citoyens* que de nous rappeler ainsi deux choses fondamentales. D'abord, et c'est une leçon qui ne peut qu'enrichir une historiographie française encore trop obnubilée par l'idée de la toute-puissance de l'État : les structures sociales sont beaucoup plus résistantes au volontarisme politique qu'on ne le croit généralement.

Ensuite : après ses échecs dans la première moitié du XIX^e siècle, la République renaissante fut irriguée de sources idéologiques multiples, parmi lesquelles le bonapartisme occupait une place privilégiée. Car bien que leur rivalité fût réelle, elle reposait plutôt sur l'histoire que la doctrine ; au fond, la République et le Second Empire partageaient un même socle de valeurs. On connaît le mot de Gambetta : les bonapartistes étaient « la contrefaçon de la démocratie ». Remarque péjorative, mais qui traduit néanmoins une certaine admiration du tribun face à l'assimilation d'éléments de la culture politique républicaine par les hommes de Napoléon III. Mais la proposition inverse était non moins vraie. Et grâce au magnifique livre de Chloé Gaboriaux, on pourra dorénavant aussi dire que la République était, au moins dans sa pensée envers les paysans, une (habile) contrefaçon du bonapartisme.

Sudhir Hazareesingh, FBA
Fellow in Politics
Balliol College,
Université d'Oxford
17 décembre 2009

Remerciements

Je tiens ici à remercier tous ceux qui m'ont aidée tout au long de mes recherches, et en premier lieu Lucien Jaume, qui en a suivi attentivement les développements. Ses remarques et conseils m'ont été extrêmement précieux et m'ont encouragée à poursuivre dans la voie parfois difficile où mes hypothèses de départ me conduisaient. Ce livre a également bénéficié des suggestions et critiques des membres du jury qui a examiné la thèse dont il est issu : Yves Déloye, Jean Garrigues, Sudhir Hazareesingh, Bertrand Hervieu et Pascal Perrineau. Ma reconnaissance va encore aux agents des bibliothèques de l'Arsenal et du Musée social à Paris, des bibliothèques municipales de Lyon et de Genève, pour leur accueil, leur gentillesse et leur disponibilité, ainsi qu'à ceux de la Bibliothèque nationale de France à Tolbiac, qui se sont efforcés de mettre à ma disposition les ouvrages dont j'avais besoin en dépit des pesanteurs du système. Je remercie enfin mes parents et amis, qui m'ont encouragée et soutenue durant ces cinq années de recherches, et en particulier Jean-Pierre Navailles pour ses corrections, Ilsen About, Renaud Baumert, Josselin Bordat, Claudiu Gaiu, Jeanne Moisand, Arnault Skornicki et Hélène Thiollet, avec qui j'ai eu plaisir à discuter de nos travaux respectifs. Christian Joschke sait tout ce que je lui dois.

Introduction

1 848 : dans une France encore essentiellement rurale, l'instauration du suffrage universel masculin consacre l'avènement de la paysannerie sur la scène politique. Les premières élections créent la surprise : les paysans se sont détournés des anciens notables comme des républicains au pouvoir pour donner leur appui, dans leur grande majorité, à Louis-Napoléon Bonaparte. Et leur fidélité au neveu de l'Empereur s'ancre dans la durée : les électeurs ruraux constituent pendant plus de vingt ans les meilleurs soutiens de l'Empire. À droite comme à gauche, le vote rural déçoit toutes les attentes : ni les relations millénaires tissées par les élites rurales avec la paysannerie ni les promesses de la République n'ont résisté à l'attrait d'un Bonaparte. Le paysan, devenu enjeu électoral, se dérobe ainsi à la place que lui assignaient les doctrines politiques et suscite chez les publicistes et les hommes politiques un travail de reformulation où s'affrontent les représentations, à un moment où la validité du discours politique réside de plus en plus dans sa pertinence sociologique. C'est ce travail de reformulation qui forme la matière de ce livre : il s'agissait d'abord d'étudier comment, au fil des élections, le discours politique s'amende et se réorganise pour maintenir une cohérence toujours menacée par les comportements politiques de la majorité rurale du pays, de 1848 à l'enracinement définitif de la République dans les années 1880.

L'analyse a été centrée sur le discours républicain, même si ce dernier est toujours envisagé dans ses relations plus ou moins conflictuelles avec les autres familles politiques. Il est en effet concerné au premier chef par le défi que représentent les comportements politiques de la paysannerie. Le vote rural menace l'existence de la République mais aussi la cohésion du discours républicain : il contredit le mythe républicain du paysan s'enrôlant dans l'armée pour sauver la Révolution qui vient de lui donner la liberté et la propriété ; il met en péril l'attachement républicain au suffrage universel ; il risque en somme d'ébranler l'idée du peuple souverain que les républicains avaient jusqu'ici défendue.

Cette dernière hypothèse sous-tend l'enquête sur les représentations républicaines de la paysannerie : que devient le concept de peuple, dont on connaît l'abstraction depuis 1789, lorsqu'il est confronté à la réalité sociale française ? Plus précisément, c'est la question de la représentation qui constitue le fil directeur de cet ouvrage. Les efforts que les républicains mettent à expliquer le vote rural les conduisent en effet à repenser la place des paysans dans la nation, dans un mouvement de révision qui ne s'arrête pas à l'électeur rural mais englobe la sociabilité villageoise, le pouvoir communal et l'organisation du territoire. Ils en viennent ainsi à remettre en question les présupposés qui avaient jusqu'ici fondé leur conception de la représentation : la description républicaine du vote rural passe par une interrogation sur la « représentabilité » des paysans qui, parce qu'elle porte sur la fraction majoritaire du peuple, nourrit aussi une réflexion sur la capacité des institutions représentatives à incorporer la paysannerie dans la nation.

Les républicains face au monde rural

En dépit de son caractère problématique, le rapport que les républicains entretiennent avec les campagnes n'a pourtant que peu suscité l'intérêt des chercheurs. L'abstraction des conceptions républicaines semble certes condamner d'emblée toute interrogation sur les catégories sociales : pas plus que les ouvriers ou les bourgeois, les paysans n'ont leur place dans le peuple des républicains, qui n'admet que des individus-citoyens. Comme l'ont montré Odile Rudelle¹ ou, dans une tout autre perspective, Suzanne Berger², les débats politiques en France témoignent en outre de la priorité donnée jusqu'au début du ^{xx}e siècle aux questions de principes sur les questions socio-économiques. Comment en serait-il autrement dans un pays qui, en moins d'un siècle, a vu se succéder une dizaine de régimes politiques différents ?

Mais l'indétermination sociale attachée à l'idée de peuple chez les républicains comme aux discussions menées dans la sphère politique appelle justement à confronter cette dernière à l'irruption du peuple empirique sur la scène politique. La démarche, qui a tenté de nombreux chercheurs, a cependant porté essentiellement sur les tensions apparues,

1. *Odile Rudelle*, *La République absolue : aux origines de l'instabilité constitutionnelle de la France républicaine 1870-1889*, Paris, *Publications de la Sorbonne*, 1982, 327 p.

2. *Suzanne Berger*, *Les Paysans contre la politique : l'organisation rurale en Bretagne, 1911-1974*, Paris, *Seuil*, 1975, 345 p.

dans la deuxième partie du XIX^e siècle surtout, entre les conceptions républicaines et les revendications ouvrières. Elle a permis de mieux comprendre les « métamorphoses de la question sociale³ » et conduit à scruter l'articulation du politique et du social élaborée peu à peu par les républicains dans une France marquée par l'émergence des mouvements socialistes⁴ : leur conception de la citoyenneté ne pouvait en effet qu'être remise en cause par la « séparation ouvrière⁵ » ou du moins sortir transformée de cette « épreuve du social⁶ ».

Le cas de la paysannerie en revanche, quoique majoritaire⁷ et dès lors tout aussi problématique pour le discours républicain, a été négligé. Objet inépuisable de l'histoire sociale et politique, la paysannerie intéresse d'ailleurs peu la pensée politique. Est-ce parce qu'au moment où la science politique s'institutionnalisait, à la fin du XIX^e siècle, les paysans, contrairement aux masses ouvrières, avaient cessé d'inquiéter le monde politique ? L'indifférence manifestée à l'égard de la question paysanne tient sans doute davantage aux représentations sociales et politiques des chercheurs eux-mêmes. Contrairement aux autres groupes sociaux, la paysannerie paraît en effet échapper au politique. Dans l'étude qu'il consacre au « peuple » dans *Les Lieux de mémoire*, Jacques

3. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, 492 p.

4. Voir notamment : Michel Borgetto et Robert Lafore, *La République sociale : contribution à l'étude de la question démocratique en France*, Paris, PUF, 2000, 367 p. ; Jacques Donzelot, *L'Invention du social : essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984, 263 p. ; Jacques Rancière, « La représentation de l'ouvrier ou la classe impossible », dans Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy, *Le Retrait du politique*, Paris, Galilée, 1983, p. 89-111.

5. L'expression apparaît dans le titre d'un des chapitres du *Peuple introuvable* de Pierre Rosanvallon : après « l'âge de l'abstraction », la deuxième partie du XIX^e siècle inaugure « le temps de la séparation ouvrière ». Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable : histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 2002, p. 85-129.

6. Marc Lazar, « La République à l'épreuve du social », dans Marc Sadoun (dir.), *La Démocratie en France*, Paris, Gallimard, 2000, vol. 1, p. 309-406.

7. En 1856, la population vivant de l'agriculture est estimée à 19 140 000 personnes, soit 53,1 % de la population totale, et 70 % des Français sont des ruraux. Alain Plessis, *De la fête impériale au mur des fédérés : 1852-1871*, Paris, Seuil, 1979, p. 140. La limite, quelque peu arbitraire, entre la France rurale et la France urbaine est ici empruntée à l'Insee : sont considérés comme ruraux les Français qui résident dans des communes de moins de 2 000 habitants agglomérés au chef-lieu. À la fin du siècle, le poids du monde paysan reste écrasant malgré les débuts de l'exode rural : la population vivant de l'agriculture est de 45,5 % en 1891, la population rurale de 61 % en 1896. Jean-Marie Mayeur, *Les Débuts de la Troisième République : 1871-1898*, Paris, Seuil, 1973, p. 73.

Julliard s'intéresse ainsi essentiellement aux rapports qui se nouent dans le concept de peuple entre le « *peuple-nation* », le « *peuple-tiers état* », le « *peuple des travailleurs* » (« commerçants, artisans, ouvriers et manœuvres ») et le « *peuple des bras nus et des miséreux* ». C'est que le problème paysan lui semble relever de considérations plus anthropologiques que politiques : « Où situer la paysannerie ? s'interroge-t-il ainsi à mi-parcours. Le problème est complexe, et l'on se contente ici de le mentionner. À lui seul, le monde paysan reproduit en son sein les contradictions du peuple tout entier : tantôt unique et solidaire, tantôt divisé, et même déchiré entre des coalitions antagonistes. Le paradoxe paysan, c'est qu'il est historiquement le berceau historique du peuple français, le lieu où l'indistinction des classes est la plus évidente, tant les traits anthropologiques et culturels l'emportent sur les intérêts économiques ; mais en raison de cela, le peuple ne se sépare vraiment de la nation que lorsque, de rural, il devient urbain⁸. »

Le commentaire rend bien compte des réticences des historiens et penseurs du politique à intégrer la question paysanne à leurs travaux sur le républicanisme. Parce qu'elle apparaît comme « le berceau historique du peuple français », la figure du paysan est d'une part conçue comme faisant partie intégrante du mythe national français, dans une perspective qui privilégie bien souvent les mentalités collectives sur les clivages politiques et dépasse donc largement le cadre républicain⁹. Elle est d'autre part et par conséquent considérée avant tout comme un thème marqué à droite, moins en raison des options politiques réelles de la paysannerie française, en réalité divisée¹⁰, que par les valeurs

8. Jacques Julliard, « *Le peuple* », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, vol. 2, p. 2359-2393.

9. Voir notamment : Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 210 p. (en particulier le chapitre consacré à « l'âge d'or », p. 97-138) ; Gérard de Puymège, *Chauvin, le soldat-laboureur : contribution à l'étude des nationalismes*, Paris, Gallimard, 1993, 293 p. ; Jean-Pierre Rioux, « *Nous n'irons plus au bois* », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000 : dictionnaire critique*, Paris, Hachette Littératures, 1999, p. 923-931 ; Claude Servolin, « *Une société en quête de son mythe fondateur : le producteur libre* », dans Nicole Eizner et Marcel Jollivet (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 153-158.

10. Yves Tavernier notait ainsi en 1978 qu'en comparaison des autres pays européens, où la paysannerie est souvent « uniformément » conservatrice, « la France constitue une exception dans la mesure où il n'existe pas un vote paysan, mais des votes qui se répartissent entre les différentes familles politiques ». Yves Tavernier, « *Le monde paysan et la politique* », *Les Cahiers français*, 187, juillet-septembre 1978, p. 63-66. Pour le XIX^e siècle, il suffit pour se convaincre de la complexité du vote rural en France de consulter

qui lui sont associées : dans le jeu d'oppositions qui divise traditionnellement l'échiquier politique français, la paysannerie évoque ainsi la nature et l'unité, la nation, le passé et la tradition¹¹, autant de références *a priori* incompatibles avec l'idéal républicain.

La difficulté du marxisme puis des divers mouvements communistes à penser le rôle de la paysannerie dans l'histoire n'est sans doute pas étrangère à cet ancrage de la question paysanne à droite. Elle a d'ailleurs suscité l'intérêt de certains chercheurs. Les rares études centrées sur les rapports de la gauche aux paysans portent ainsi surtout sur le socialisme. À la suite de David Mitrany¹², Maximilien Rubel¹³ et Michael Duggett¹⁴ se sont ainsi intéressés aux problèmes théoriques que pose le discours sur la paysannerie dans l'œuvre de Marx. D'autres se sont efforcés de remettre en question l'association habituellement admise entre la droite et la paysannerie, soit en contestant la réalité des traits attribués au monde rural, en particulier son unité¹⁵, soit en soulignant l'intérêt porté par les socialistes français à l'électorat paysan¹⁶.

La question du rapport des républicains aux campagnes n'a cependant pas été totalement délaissée. Certains auteurs ont ainsi tenu à rappeler l'importance que le monde paysan avait revêtu aux yeux des républicains jusqu'au début du *xx*^e siècle au moins. Après Pierre Barral¹⁷,

*l'immense bibliographie consacrée à la politisation des paysans. Voir notamment Gilles Pécout, « La politisation des paysans au *xix*^e siècle : réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », Histoire et sociétés rurales, 2, 1994, p. 91-126 ; et, plus récemment, La Politisation des campagnes au *xix*^e siècle : France, Italie, Espagne, Portugal, Rome, École française de Rome/Paris, de Boccard, 2000, 376 p.*

11. Pierre Barral, « La terre », dans Jean-François Sirinelli (dir.), Histoire des droites en France, Paris, Gallimard, 1992, vol. 3, p. 49-69.

12. David Mitrany, « Marx versus the Peasant », dans London Essays in Economics : in Honour of Edwin Cannan, Londres, George Routledge and Sons, 1927, p. 318-376 ; Marx against the Peasant : a Study in Social Dogmatism, Chapel Hill (N. C.), the University of North Carolina Press, 1951, 301 p.

13. Maximilien Rubel, Karl Marx devant le bonapartisme, Paris, Mouton, 1960, 167 p.

14. Michael J. Duggett, The Marxist Conception of the Peasant, thèse soutenue à Oxford en 1972, sous la direction de J.-P. Plamenatz ; « Marx on Peasants », The Journal of Peasant Studies, 2, 1974-1975, p. 159-182.

15. Philippe Gratton, Les Luttes de classes dans les campagnes, Paris, Anthropos, 1971, 483 p. ; Les Paysans français contre l'agrarisme, Paris, Maspero, 1972, 224 p.

16. Édouard M. Lynch, Moissons rouges : les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940), Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2002, 484 p.

17. Pierre Barral, Les Agrariens français de Méline à Pisani, Paris, Presses de Sciences Po, 1968, 386 p.

Nicole Eizner¹⁸ et Annie Bleton-Ruget¹⁹ ont mis l'accent sur l'existence d'un agrarisme républicain trop souvent occulté. Dans une perspective plus en rapport avec le sujet de ce livre, d'autres travaux ont montré combien la figure du petit paysan propriétaire avait joué un rôle central dans la formation de l'idéal républicain, aux plans politique et social²⁰ mais aussi juridique²¹, en offrant aux républicains un modèle d'indépendance à la fois matérielle et morale. Ces études ont ainsi confirmé notre hypothèse de départ et renforcé nos interrogations : si l'idée républicaine de peuple, en apparence abstraite, était en réalité informée par la figure du paysan, comment n'aurait-elle pas été *a fortiori* ébranlée par le vote rural, qui dès 1848 et jusque dans les années 1870, offre une image de la paysannerie aux antipodes des attentes des républicains ?

Le travail de l'idéologie

Le choc qu'a constitué le vote rural pour les républicains à partir de 1848 a certes été largement souligné. Phénomène paradoxal – en se prononçant pour Louis-Napoléon Bonaparte le 10 décembre 1848, les paysans sont en effet entrés en politique par « un vote démocratique qui menace la démocratie », pour reprendre l'expression de François Furet²² – le comportement politique de la paysannerie a induit chez les républicains une attitude tout aussi paradoxale : tout en persistant dans leurs convictions démocratiques, ils en viennent à stigmatiser la majorité rurale dans les termes les plus durs. La contradiction a

18. Nicole Eizner, « L'idéologie paysanne », dans Yves Tavernier, Michel Gervais et Claude Servolin (dir.), *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, 1972, p. 317-334.

19. Annie Bleton-Ruget, « Aux sources de l'agrarisme républicain : la propagande démocrate-socialiste et les campagnes (1848-1851) », *Cahiers d'histoire*, 43 (2), 1998, p. 283-299 ; « Gambetta et la République des paysans (1871-1879) », dans Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud (dir.), *Au nom de la terre : agrarisme et agrariens en France et en Europe du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, p. 51-64.

20. Serge Berstein et Odile Rudelle, *Le Modèle républicain*, Paris, PUF, 1992, 432 p. Voir en particulier les contributions de Serge Berstein, « La culture républicaine dans la première moitié du XX^e siècle », p. 159-172 et « La politique sociale des républicains », p. 189-208. Voir aussi quelques passages sur la question dans les travaux déjà cités : Gérard de Puymège, op. cit. ; Claude Servolin, art. cité.

21. Henri Nallet et Claude Servolin, « Le paysan et le droit », *Bulletin du Mauss*, 17, 1986, trim. 1, p. 11-44 et 18, 1986, trim. 2, p. 139-182.

22. François Furet, *La Révolution de Turgot à Jules Ferry : 1770-1880*, Paris, Hachette, 1988, p. 408.

souvent été relevée²³. Pierre Rosanvallon, surtout, y a consacré quelques pages brillantes, qui sont pour beaucoup dans la genèse de cette étude²⁴. Mais parce qu'elle est circonscrite dans le temps et cesse « lorsque la République peut à son tour s'appuyer sur le paysan, comme l'Empire l'avait fait²⁵ », elle est généralement présentée comme un moment d'égarement sans conséquence et finalement bien compréhensible : les républicains n'avaient-ils pas été confrontés pendant plus de vingt ans à des paysans ignorant tout de la vie politique et ainsi tout désignés pour faire le jeu de la dictature bonapartiste ? C'est d'ailleurs en ces termes que les républicains eux-mêmes ont expliqué leur mépris pour la paysannerie : l'inertie des masses rurales leur avait coûté le pouvoir et la liberté, et il était alors difficile de ne pas céder à l'amertume. La justification républicaine est ainsi souvent admise par l'historien, comme en témoigne cette remarque de Maurice Agulhon à propos de la « mauvaise réputation du vote rural » chez les républicains : « Ainsi se forme la réputation classique d'un Second Empire qui, à tous ses défauts, joindrait le vice fondamental d'avoir triché avec la liberté, en jouant systématiquement l'électeur endormi des champs contre l'électeur lucide des cités. Et certes, il reste, à notre sens, une grande part de vrai dans cette analyse²⁶. »

Les récents développements de l'histoire de la politisation des paysans ont cependant largement contredit l'interprétation républicaine du vote rural, en révélant notamment que le paysan bonapartiste était plus souvent instruit qu'ignorant²⁷ et que le Second Empire, loin de l'« endormir », avait plutôt contribué à l'initier à la démocratie²⁸. L'écart évoqué entre l'idée républicaine du peuple et le peuple réel tel qu'il apparaît aux contemporains à travers les différents scrutins se double

23. Voir par exemple Maurice Agulhon, « Les paysans dans la vie politique », dans Georges Duby et Armand Wallon (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, Seuil, vol. 3, 1976, p. 329-355.

24. Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen : histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 2001, p. 460-468.

25. *Ibid.*, p. 466.

26. Maurice Agulhon, *art. cité*, p. 333.

27. Voir notamment Frédéric Bluche (dir.), *Le Prince, le peuple et le droit : autour des plébiscites de 1851 et 1852*, Paris, PUF, 2000, 314 p.

28. Sudhir Hazareesingh, *From Subject to Citizen : the Second Empire and the Emergence of Modern French Democracy*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1998, 393 p. ; « Bonapartism as the Progenitor of Democracy : the Paradoxical Case of the French Second Empire », dans Peter Baehr et Melvin Richter (eds), *Dictatorship in History and Theory : Bonapartism, Caesarism, and Totalitarianism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 129-152.

donc d'un second décalage, opposant cette fois la vision républicaine des campagnes à la réalité sociale telle qu'elle apparaît dans les travaux des historiens. Quoique souvent mentionné²⁹, ce dernier n'a jamais constitué un objet d'étude à part entière, sauf peut-être pour Susan Rogers, dont les réflexions furent très stimulantes pour notre recherche³⁰, ou James Lehnig, dans une perspective plus culturelle que politique³¹. Or cet écart est riche d'enseignements. Il signale des préférences politiques si prégnantes qu'elles l'emportent sur le souci du réalisme. Il donne la mesure des conflits de représentations qui se nouent alors autour de la majorité rurale. Il révèle les présupposés fondamentaux des républicains, sur l'individu, la nation, le progrès. Le paysan apparaît ainsi comme un *enjeu idéologique*, et c'est en tant que tel qu'on a choisi ici de l'analyser.

Surexploité dans les années 1970, le concept d'idéologie suscite aujourd'hui une certaine méfiance, nourrie à la fois par l'incertitude de sa définition et l'usage polémique qui en a si souvent été fait. Il paraît pourtant difficile d'en faire l'économie dans une enquête sur les conceptions de telle ou telle famille politique et en particulier dans le cas précis qui nous intéresse ici. Le terme a en effet l'avantage de ne pas désigner simplement tel ou tel système doctrinal cohérent porté par telle ou telle famille politique mais de référer aussi d'un point de vue plus dynamique à ce qui manifeste un attachement à une communauté politique donnée ou à fonder voire refonder. Elle s'offre à lire, comme l'a montré Lucien Jaume, dans « la *propension* existentielle non critiquée de l'auteur, propension que le texte libère, et à travers laquelle une double *reconnaissance* s'institue lorsque le texte est efficace ; l'auteur-acteur est reconnu par la communauté-cible (il reçoit des marques d'appartenance) et la communauté se reconnaît elle-même dans le texte tel qu'il est rédigé ou dans les propos tels qu'ils sont tenus³² ». C'est

29. Voir notamment Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen...*, op. cit., p. 467 ; ainsi que Christine Guionnet, *L'Apprentissage de la politique moderne : les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997, 328 p. (en particulier le premier chapitre qui présente « l'archaïsme politique » comme une « conception républicaine »).

30. Susan C. Rogers, « Good to Think : the "Peasant" in Contemporary France », *Anthropological Quarterly*, 2 (60), avril 1987, p. 56-63.

31. James R. Lehnig, *Peasant and French : Cultural Contact in Rural France during the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 239 p.

32. Lucien Jaume, « Questions d'interprétation : le texte comme producteur d'idéologie », dans Denis de Béchillon, Véronique Champeil-Desplats, Pierre Brunet et al., *L'Architecture du droit : mélanges en l'honneur de Michel Troper*, Paris, Economica, 2006, p. 519-537.